

No. 17146

MULTILATERAL

International Convention on the establishment of an international fund for compensation for oil pollution damage (with official Russian and Spanish translations). Concluded at Brussels on 18 December 1971

Authentic texts: English and French.

Registered by the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization on 31 October 1978.

MULTILATÉRAL

Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (avec traductions officielles en langues russe et espagnole). Conclue à Bruxelles le 18 décembre 1971

Textes authentiques : anglais et français.

Enregistrée par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime le 31 octobre 1978.

CONVENTION¹ INTERNATIONALE PORTANT CRÉATION D'UN FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS À LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES (DESTINÉE À COMPLÉTER LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1969² SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE POUR LES DOMMAGES DUS À LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES)

Les Etats parties à la présente Convention,

Egalement Parties à la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures adoptée à Bruxelles le 29 novembre 1969²,

Conscients des risques de pollution que crée le transport maritime international des hydrocarbures en vrac,

¹ Entrée en vigueur le 16 octobre 1978 à l'égard des Etats suivants, soit le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle au moins huit Etats avaient déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et le Secrétaire général de l'Organisation a été informé, conformément à l'article 39, que les personnes qui seraient tenues, dans ces Etats, de contribuer au Fonds en application de l'article 10 avaient reçu, au cours de l'année civile précédente, au moins 750 millions de tonnes d'hydrocarbures donnant lieu à contribution, conformément à l'article 40. Des instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Algérie	2 juin 1975	Guernesey, du Bailliage de Jersey, de l'île de Man, de Belize, des Bermudes, de Gibraltar, de Hong-Kong, des îles Caïmanes, des îles Falkland et dépendances**, des îles Gilbert, des îles Salomon, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et dépendances, des Seychelles, du Territoire britannique de l'océan Indien, de Tuvalu et des zones de souveraineté britannique d'Akrotiri et de Dhekelia à Chypre.)	
Allemagne, République fédérale d' (Avec déclaration d'application à Berlin-Ouest.)	30 décembre 1976		
Bahamas	22 juillet 1976 a	Suède	17 mars 1975
Danemark	2 avril 1975 a	Tunisie	4 mai 1976 a
France	11 mai 1978 a	Yougoslavie	16 mars 1978
Ghana	20 avril 1978		
Japon	7 juillet 1976		
(Signature apposée le 28 décembre 1972.)			
Libéria	25 septembre 1972 a		
Norvège	21 mars 1975		
(Signature apposée le 21 décembre 1972.)			
République arabe syrienne*	6 février 1975 a		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 avril 1976		
(A l'égard du Bailliage de			

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur pour l'Etat suivant le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, conformément à l'article 40, paragraphe 3 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument d'adhésion (a)</i>
Indonésie	1 ^{er} septembre 1978 a
(Avec effet au 30 novembre 1978.)	

(Suite à la page 77)

Convaincus de la nécessité d'assurer une indemnisation équitable des personnes qui ont subi des dommages résultant d'une pollution due à des fuites ou rejets d'hydrocarbures provenant de navires,

Considérant que la Convention internationale du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures constitue un progrès considérable dans cette voie en établissant un régime d'indemnisation pour ces dommages dans les Etats contractants ainsi que pour les frais des mesures préventives, qu'elles soient prises sur le territoire de ces Etats ou en dehors de ce territoire, pour éviter ou limiter ces dommages,

Considérant toutefois que ce régime, tout en imposant au propriétaire du navire une obligation financière supplémentaire, n'accorde pas dans tous les cas une indemnisation satisfaisante aux victimes de dommages dus à la pollution par les hydrocarbures,

Considérant en outre que les conséquences économiques des dommages par pollution résultant des fuites ou de rejets d'hydrocarbures transportés en vrac par voie maritime ne devraient pas être supportées exclusivement par les propriétaires des navires, mais devraient l'être en partie par ceux qui ont des intérêts financiers dans le transport des hydrocarbures,

Convaincus de la nécessité d'instituer un système d'indemnisation complétant celui de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, en vue d'assurer une indemnisation satisfaisante aux victimes des dommages par pollution et d'exonérer en même temps le propriétaire de navire de l'obligation financière supplémentaire que lui impose ladite Convention,

Prenant acte de la résolution sur la création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages causés par la pollution par les hydrocarbures, adoptée le 29 novembre 1969 par la Conférence juridique internationale sur les dommages dus à la pollution des eaux de la mer,

Sont convenus des dispositions suivantes :

(Suite de la note 1 de la page 76)

* Voir p. 109 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de l'adhésion.

** L'Ambassade de la République argentine a déposé la communication suivante en date du 16 août 1976 auprès de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime :

«Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . a mentionné [les îles Malouines, la Géorgie du Sud et le Sandwich du Sud] dans l'instrument de ratification . . . déposé le 2 avril 1976 . . . sous le nom erroné de «îles Falkland et dépendances». . . cette mention ne [préjuge] en aucune façon des droits de la République Argentine sur ces îles qui font partie de son territoire national de la Terre de Feu, de l'Antarctide et des îles de l'Atlantique Sud.

«Les îles susmentionnées étaient occupées de force par une puissance étrangère et la situation a été examinée par l'Assemblée des Nations Unies. Celle-ci a adopté les résolutions 2065 (XX)† et 3160 (XVIII)†† par lesquelles elle confirmait l'existence d'un différend à propos du droit de souveraineté sur cet archipel et invitait instamment la République Argentine et la puissance occupante à négocier en vue de trouver une solution définitive à ce différend.»

(†) Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 14 (A/6014)*, p. 61.

(††) *Ibid.*, *vingt-huitième session (A/9417)*, p. 117.

Le Ministère des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth du Royaume-Uni a déposé la communication suivante datée du 21 septembre 1976 auprès de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime :

«Se référant à la déclaration de l'Ambassade de la République Argentine . . . , le Gouvernement de Sa Majesté juge nécessaire de déclarer qu'il n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland et les dépendances des îles Falkland.»

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 973, p. 3.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. Au sens de la présente Convention :

1. «La Convention sur la responsabilité» signifie la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, adoptée à Bruxelles le 29 novembre 1969.

2. Les termes «navire», «personne», «propriétaire», «hydrocarbures», «dommage par pollution», «mesure de sauvegarde», «événement» et «Organisation», s'interprètent conformément à l'article premier de la Convention sur la responsabilité, étant toutefois entendu que chaque fois que ces termes se rapportent à la notion d'hydrocarbures, le terme «hydrocarbures» désigne exclusivement des hydrocarbures minéraux persistants.

3. Par «hydrocarbures donnant lieu à contribution» on entend le «pétrole brut» et le «fuel-oil», la définition de ces termes étant précisée dans les alinéas *a* et *b* ci-dessous :

a) «Pétrole brut» signifie tout mélange liquide d'hydrocarbures provenant du sol, soit à l'état naturel, soit traité pour permettre son transport. Cette définition englobe les pétroles bruts débarrassés de certains distillats (parfois qualifiés de «bruts étêtés») et ceux auxquels ont été ajoutés certains distillats (quelquefois connus sous le nom de bruts «fluxés» ou «reconstitués»).

b) «Fuel-oil» désigne les distillats lourds ou résidus de pétrole brut ou mélanges de ces produits destinés à être utilisés comme carburants pour la production de chaleur ou d'énergie, d'une qualité équivalente à «la spécification applicable au fuel numéro quatre (désignation D 396-69) de l'American Society for Testing and Materials» ou plus lourds que ce fuel.

4. Par «franc» on entend l'unité visée à l'article V, paragraphe 9, de la Convention sur la responsabilité.

5. «Jauge du navire» s'interprète conformément à l'article V, paragraphe 10, de la Convention sur la responsabilité.

6. «Tonne», s'appliquant aux hydrocarbures, signifie tonne métrique.

7. «Garant» signifie toute personne qui fournit une assurance ou autre garantie financière pour couvrir la responsabilité du propriétaire du navire en vertu de l'article VII, paragraphe 1, de la Convention sur la responsabilité.

8. Par «installation terminale» on entend tout emplacement de stockage d'hydrocarbures en vrac permettant la réception d'hydrocarbures transportés par voie d'eau, y compris toute installation située au large et reliée à cet emplacement.

9. Lorsqu'un événement consiste en une succession de faits, on considère qu'il est survenu à la date du premier de ces faits.

Article 2. 1. Il est constitué, par la présente Convention, un «Fonds international d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures», ci-après dénommé «le Fonds». Il est établi aux fins suivantes :

- a) Assurer une indemnisation pour les dommages par pollution dans la mesure où la protection qui découle de la Convention sur la responsabilité est insuffisante;
- b) Exonérer le propriétaire du navire de l'obligation financière supplémentaire que lui impose la Convention sur la responsabilité, cette exonération étant soumise à des conditions visant à garantir le respect des conventions sur la sécurité maritime et autres conventions;
- c) Atteindre les objectifs connexes prévus par la présente Convention.

2. Dans chaque Etat contractant, le Fonds est reconnu comme une personne juridique pouvant, en vertu de la législation de cet Etat, assumer des droits et obligations et être partie à toute action engagée auprès des tribunaux dudit Etat. Chaque Etat contractant doit reconnaître l'Administrateur du Fonds (ci-après dénommé l'«Administrateur») comme le représentant légal du Fonds.

Article 3. La présente Convention s'applique :

1. En ce qui concerne l'indemnisation visée à l'article 4, aux seuls dommages par pollution survenus sur le territoire d'un Etat contractant, y compris sa mer territoriale, et aux mesures de sauvegarde destinées à prévenir ou à limiter ces dommages;
2. En ce qui concerne la prise en charge financière des propriétaires de navires et de leurs garants, prévue à l'article 5, aux seuls dommages par pollution causés sur le territoire d'un Etat partie à la Convention sur la responsabilité, y compris sa mer territoriale, par un navire immatriculé dans un Etat contractant ou battant pavillon de cet Etat, et aux mesures de sauvegarde destinées à prévenir ou à limiter ces dommages.

INDEMNISATION ET PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE

Article 4. 1. Pour s'acquitter des fonctions prévues à l'article 2, paragraphe 1, a, le Fonds est tenu d'indemniser toute personne ayant subi un dommage par pollution si cette personne n'a pas été en mesure d'obtenir une réparation équitable des dommages sur la base de la Convention sur la responsabilité pour l'une des raisons suivantes :

- a) La Convention sur la responsabilité ne prévoit aucune responsabilité pour les dommages en question;
- b) Le propriétaire responsable aux termes de la Convention sur la responsabilité est incapable, pour des raisons financières, de s'acquitter pleinement de ses obligations, et toute garantie financière qui a pu être souscrite en application de l'article VII de ladite Convention ne couvre pas les dommages en question ou ne suffit pas pour satisfaire les demandes de réparation de ces dommages. Le propriétaire est considéré comme incapable, pour des raisons financières, de s'acquitter de ses obligations et la garantie est considérée comme insuffisante si la victime du dommage par pollution, après avoir pris toutes les mesures raisonnables en vue d'exercer les recours qui lui sont ouverts, n'a pu obtenir intégralement le montant des indemnités qui lui sont dues aux termes de la Convention sur la responsabilité;
- c) Les dommages excèdent la responsabilité du propriétaire telle qu'elle est limitée aux termes de l'article V, paragraphe 1, de la Convention sur la responsabilité ou aux termes de toute autre convention ouverte à la signature, ratification ou adhésion, à la date de la présente Convention.

Aux fins du présent article, les dépenses encourues et les sacrifices consentis volontairement par le propriétaire pour éviter ou réduire une pollution sont considérés, pour autant qu'ils soient raisonnables, comme des dommages par pollution.

2. Le Fonds est exonéré de toute obligation aux termes du paragraphe précédent dans les cas suivants :

- a) S'il prouve que le dommage par pollution résulte d'un acte de guerre, d'hostilités, d'une guerre civile ou d'une insurrection ou qu'il est dû à des fuites ou rejets

d'hydrocarbures provenant d'un navire de guerre ou d'un autre navire appartenant à un Etat ou exploité par lui et affecté exclusivement, au moment de l'événement, à un service non commercial d'Etat, ou

b) Si le demandeur ne peut pas prouver que le dommage est dû à un événement mettant en cause un ou plusieurs navires.

3. Si le Fonds prouve que le dommage par pollution résulte, en totalité ou en partie, soit du fait que la personne qui l'a subi a agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage, soit de la négligence de cette personne, le Fonds peut être exonéré de tout ou partie de son obligation d'indemniser ladite personne sauf en ce qui concerne les mesures préventives visées au paragraphe 1. Le Fonds est, de toute manière, exonéré dans la mesure où le propriétaire a pu l'être aux termes de l'article III, paragraphe 3, de la Convention sur la responsabilité.

4. a) Sauf dispositions contraires de l'alinéa b du présent paragraphe, le montant total des indemnités que le Fonds doit verser pour un événement déterminé en vertu du présent article est limité de manière que la somme de ce montant et du montant des indemnités effectivement versées, en vertu de la Convention sur la responsabilité, pour réparer des dommages par pollution survenus sur le territoire des Etats contractants, y compris toute prise en charge financière dont le Fonds devra accorder le bénéfice au propriétaire en application de l'article 5, paragraphe 1, de la présente Convention, n'excède pas 450 millions de francs.

b) Le montant total des indemnités que le Fonds doit verser en vertu du présent article pour des dommages par pollution résultant d'un phénomène naturel de caractère exceptionnel, inévitable et irrésistible, ne peut excéder 450 millions de francs.

5. Si le montant des demandes établies contre le Fonds excède le montant total des indemnités que le Fonds doit verser en vertu du paragraphe 4, le montant disponible au titre de la Convention sur la responsabilité et de la présente Convention est réparti au marc le franc entre les demandeurs sur la base des créances établies.

6. L'Assemblée du Fonds (ci-après dénommée «l'Assemblée») peut décider, compte tenu de l'expérience acquise lors d'événements antérieurs et en particulier du montant des dommages qui en ont résulté ainsi que des fluctuations monétaires, de modifier le montant de 450 millions de francs prévu aux alinéas a et b du paragraphe 4, sous réserve toutefois que ce montant ne soit en aucun cas supérieur à 900 millions de francs ou inférieur à 450 millions de francs. Le montant révisé sera applicable aux événements survenus après la date à laquelle a été prise la décision portant modification du montant initial.

7. A la demande d'un Etat contractant, le Fonds met ses services à la disposition de cet Etat dans la mesure où ils sont nécessaires pour l'aider à disposer rapidement du personnel, du matériel et des services dont il a besoin pour prendre des mesures visant à prévenir ou à limiter un dommage par pollution résultant d'un événement pour lequel le Fonds peut être appelé à verser des indemnités en vertu de la présente Convention.

8. Le Fonds peut, dans des conditions qui devront être précisées dans le règlement intérieur, accorder des facilités de paiement pour permettre de prendre des mesures préventives contre les dommages par pollution résultant d'un événement pour lequel le Fonds peut être appelé à verser des indemnités en vertu de la présente Convention.

Article 5. 1. Pour s'acquitter des fonctions prévues à l'article 2, paragraphe 1, b, le Fonds est tenu de prendre en charge financièrement le propriétaire et son garant. Cette obligation n'existe que pour la partie du montant total de la responsabilité, aux termes de la Convention sur la responsabilité, qui :

- a) Excède 1 500 francs par tonneau de jauge du navire ou 125 millions de francs, si ce dernier montant est moins élevé, et
- b) Ne dépasse pas 2 000 francs par tonneau de jauge dudit navire, ou 210 millions de francs, si ce dernier montant est moins élevé à condition toutefois que le Fonds soit exonéré de toute obligation aux termes du présent paragraphe si les dommages par pollution résultent d'une faute intentionnelle du propriétaire lui-même.

2. L'Assemblée peut décider que le Fonds assumera, dans des conditions qui seront déterminées par le règlement intérieur, les obligations d'un garant à l'égard des navires visés à l'article 3, paragraphe 2, en ce qui concerne la partie de la responsabilité dont il est question au paragraphe 1 du présent article. Toutefois, le Fonds n'assume ces obligations que sur la demande du propriétaire et à la condition que celui-ci souscrive une assurance suffisante ou autre garantie financière couvrant sa responsabilité jusqu'à concurrence de 1 500 francs par tonneau de jauge du navire ou de 125 millions de francs, si ce dernier montant est moins élevé. Si le Fonds assume ces obligations, le propriétaire est considéré, dans chacun des Etats contractants, comme ayant satisfait aux dispositions de l'article VII de la Convention sur la responsabilité en ce qui concerne la partie de la responsabilité susmentionnée.

3. Le Fonds peut être exonéré, en tout ou en partie, des obligations qui lui incombent envers le propriétaire et son garant au titre des paragraphes 1 et 2 du présent article, s'il prouve que, par la faute personnelle du propriétaire :

- a) Le navire dont proviennent les hydrocarbures qui ont causé le dommage par pollution n'a pas observé les prescriptions formulées dans :
 - i) La Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, adoptée en 1954¹ et modifiée en 1962², ou
 - ii) La Convention internationale de 1960³ pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, ou
 - iii) La Convention internationale de 1966⁴ sur les lignes de charge, ou
 - iv) Les Règles internationales de 1960⁵ pour prévenir les abordages en mer, ou
 - v) Les amendements⁶ aux Conventions susvisées qui auront été déclarés importants au sens de l'article XVI, paragraphe 5, de la Convention visée à l'alinéa i, de l'article IX, paragraphe e, de la Convention visée à l'alinéa ii et de l'article 29, paragraphes 3, d, ou 4, d, de la Convention visée à l'alinéa iii, à condition toutefois que ces amendements aient été en vigueur depuis au moins douze mois au jour de l'événement; et
- b) L'accident ou le dommage est dû en tout ou en partie au fait que lesdites prescriptions n'ont pas été observées.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables que l'Etat dans lequel le navire est immatriculé ou dont il bat le pavillon soit ou non partie à l'instrument en cause.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 327, p. 3.

² *Ibid.*, vol. 600, p. 333.

³ *Ibid.*, vol. 536, p. 27.

⁴ *Ibid.*, vol. 640, p. 133.

⁵ Grande-Bretagne, *Parliament Papers by Command*, n° 1949 (1963).

⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 600, p. 333, et vol. 1140, n° A-4714.

4. Lorsqu'une nouvelle convention destinée à remplacer en tout ou en partie un des instruments visés au paragraphe 3 est entrée en vigueur, l'Assemblée peut décider, au moins six mois à l'avance, de la date à laquelle la nouvelle convention remplacera, en tout ou en partie, l'instrument qui y est visé, aux fins du paragraphe 3. Toutefois, tout Etat partie à la présente Convention peut, avant cette date, faire à l'Administrateur une déclaration selon laquelle cet Etat ne reconnaît pas un tel remplacement. Dans ce cas, la décision de l'Assemblée sera sans effet à l'égard de tout navire immatriculé dans cet Etat ou battant pavillon de cet Etat au moment de l'événement. Tout Etat peut, à une date ultérieure, revenir sur une telle déclaration qui en tout état de cause devient nulle et non avenue lorsque l'Etat devient partie à la nouvelle convention.

5. Si un navire observe les prescriptions d'un amendement à l'un des instruments visés au paragraphe 3, ou celles d'une nouvelle convention, lorsque cet amendement ou cette convention est destiné à remplacer en tout ou en partie un tel instrument, le navire est considéré avoir observé, pour l'application du paragraphe 3, les prescriptions de cet instrument.

6. Lorsque le Fonds, agissant comme garant, en vertu du paragraphe 2, a versé des indemnités pour des dommages par pollution conformément aux dispositions de la Convention sur la responsabilité, il est en droit d'exercer un recours contre le propriétaire dans la mesure où le Fonds aurait été, en vertu du paragraphe 3, exonéré de ses obligations de prise en charge financière du propriétaire au titre du paragraphe 1.

7. Pour autant qu'ils soient raisonnables, les dépenses encourues et les sacrifices consentis volontairement par le propriétaire pour éviter ou réduire une pollution sont considérés aux fins du présent article comme des dommages couverts par la responsabilité du propriétaire.

Article 6. 1. Les droits à indemnisation prévus par l'article 4 et à la prise en charge financière visée à l'article 5 s'éteignent à défaut d'action en justice intentée en application des dispositions de ces articles, ou de notification faite conformément à l'article 7, paragraphe 6, dans les trois ans qui suivent la date à laquelle le dommage est survenu. Néanmoins, aucune action en justice ne peut être intentée après un délai de six ans à compter de la date à laquelle s'est produit l'événement ayant causé le dommage.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, le droit du propriétaire ou de son garant de présenter au Fonds une demande de prise en charge financière conformément à l'article 5, paragraphe 1, ne s'éteint en aucun cas avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle le propriétaire ou son garant a eu connaissance d'une action formée contre lui en vertu de la Convention sur la responsabilité.

Article 7. 1. Sous réserve des dispositions ci-après, il ne peut être intenté d'action en réparation contre le Fonds en vertu de l'article 4, ou aux fins de prise en charge financière en vertu de l'article 5, que devant les juridictions compétentes aux termes de l'article IX de la Convention sur la responsabilité, pour les actions en justice contre le propriétaire qui est responsable des dommages par pollution résultant de l'événement en question ou qui en aurait été responsable en l'absence des dispositions de l'article III, paragraphe 2, de la Convention sur la responsabilité.

2. Chaque Etat contractant rend ses juridictions compétentes pour connaître de toute action contre le Fonds visée au paragraphe 1.

3. Si une action en réparation de dommage par pollution est intentée devant un tribunal compétent, aux termes de l'article IX de la Convention sur la responsabilité, contre le propriétaire d'un navire ou contre son garant, le tribunal saisi de l'affaire est seul compétent pour connaître de toute demande d'indemnisation du même dommage ou de prise en charge financière s'y rapportant introduite contre le Fonds conformément à l'article 4 ou 5 de la présente Convention. Toutefois, si une action en réparation de dommage par pollution est intentée en vertu de la Convention sur la responsabilité devant un tribunal d'un Etat qui est partie à la Convention sur la responsabilité sans être en même temps partie à la présente Convention, toute action contre le Fonds visée à l'article 4 ou à l'article 5, paragraphe 1, de la présente Convention peut, au choix du demandeur, être intentée soit devant le tribunal compétent de l'Etat où se trouve le siège principal du Fonds, soit devant tout tribunal d'un Etat partie à cette Convention et qui a compétence en vertu de l'article IX de la Convention sur la responsabilité.

4. Chaque Etat contractant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour que le Fonds puisse se porter partie intervenante dans toute procédure judiciaire introduite, conformément à l'article IX de la Convention sur la responsabilité, devant un tribunal compétent de cet Etat, contre le propriétaire d'un navire ou son garant.

5. Sauf dispositions contraires du paragraphe 6, le Fonds n'est lié par aucun jugement ou autre décision rendue à la suite d'une procédure judiciaire, ni par aucun règlement à l'amiable auxquels il n'a pas été partie.

6. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 4, si une action en réparation de dommage par pollution a été intentée devant un tribunal compétent d'un Etat contractant contre un propriétaire ou son garant, aux termes de la Convention sur la responsabilité, la loi nationale de l'Etat en question doit permettre à toute partie à la procédure de notifier cette action au Fonds. Si une telle notification a été faite suivant les modalités prescrites par la loi de l'Etat où se trouve le tribunal saisi en laissant au Fonds un délai suffisant pour pouvoir intervenir utilement comme partie à la procédure, tout jugement rendu par le tribunal dans cette procédure et qui est devenu définitif et exécutoire dans l'Etat où il a été prononcé est opposable au Fonds, même si celui-ci n'est pas intervenu dans la procédure, en ce sens qu'il n'est pas en droit de contester les motifs et le dispositif du jugement.

Article 8. Sous réserve de toute décision concernant la répartition prévue à l'article 4, paragraphe 5, tout jugement rendu contre le Fonds par un tribunal compétent en vertu de l'article 7, paragraphes 1 et 3, et qui, dans l'Etat d'origine, est devenu exécutoire et ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire est reconnu exécutoire dans tout Etat contractant aux conditions prévues à l'article X de la Convention sur la responsabilité.

Article 9. 1. Sous réserve des dispositions de l'article 5, le Fonds acquiert par subrogation, à l'égard de toute somme versée par lui, conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la présente Convention, en réparation de dommages par pollution, tous les droits qui, en vertu de la Convention sur la responsabilité, seraient dévolus à la personne ainsi indemnisée et qu'elle aurait pu faire valoir contre le propriétaire ou son garant.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits de recours ou de subrogation du Fonds contre des personnes autres que celles qui sont visées aux paragraphes précédents. En toute hypothèse, le Fonds bénéficie d'un

droit de subrogation à l'encontre de telles personnes qui ne saurait être moindre que celui dont dispose l'assureur de la personne indemnisée ou prise en charge.

3. Sans préjudice des autres droits éventuels de subrogation ou de recours contre le Fonds, un Etat contractant ou organisme de cet Etat qui a versé, en vertu de sa législation nationale, des indemnités pour des dommages par pollution est subrogé aux droits que la personne indemnisée aurait eus en vertu de la présente Convention.

CONTRIBUTIONS

Article 10. 1. Les contributions au Fonds sont versées, en ce qui concerne chacun des Etats contractants, par toute personne qui, au cours de l'année civile mentionnée à l'article 11, paragraphe 1, pour ce qui est des contributions initiales, et à l'article 12, paragraphe 2, alinéa *a* ou *b*, pour ce qui est des contributions annuelles, a reçu des quantités totales supérieures à 150 000 tonnes :

- a) D'hydrocarbures donnant lieu à contribution transportés par mer jusqu'à destination dans des ports ou installations terminales situées sur le territoire de cet Etat, et
- b) D'hydrocarbures donnant lieu à contribution transportés par mer et déchargés dans un port ou dans une installation terminale d'un Etat non contractant, dans toute installation située sur le territoire d'un Etat contractant, étant entendu que les hydrocarbures donnant lieu à contribution ne sont pris en compte, en vertu du présent sous-paragraphe, que lors de leur première réception dans l'Etat contractant après leur déchargement dans l'Etat non contractant.

2. a) Aux fins du paragraphe 1 du présent article, lorsque le montant total des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues au cours d'une année civile par une personne sur le territoire d'un Etat contractant et des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues au cours de la même année sur ce territoire par une ou plusieurs personnes associées dépasse 150 000 tonnes, cette personne est tenue de verser des contributions calculées en fonction des quantités d'hydrocarbures effectivement reçues par elle, nonobstant le fait que ces quantités ne dépassent pas 150 000 tonnes.

b) Par «personne associée» on entend toute filiale ou entité sous contrôle commun. La législation nationale de l'Etat intéressé détermine les personnes qui sont visées par cette définition.

Article 11. 1. En ce qui concerne chacun des Etats contractants, le montant des contributions initiales que doit verser chacune des personnes visées à l'article 10 est calculé sur la base d'une somme fixe par tonne d'hydrocarbures donnant lieu à contribution et reçus par elle au cours de l'année civile précédant celle où la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard de cet Etat.

2. Le montant visé au paragraphe 1 est déterminé par l'Assemblée dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention. A cette occasion, l'Assemblée doit, dans la mesure du possible, fixer ce montant de sorte que le total des contributions initiales serait égal à 75 millions de francs si ces contributions correspondaient à 90 pour cent des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution transportées dans le monde par voie maritime.

3. Les contributions initiales sont versées, en ce qui concerne chacun des Etats contractants, dans les trois mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de cet Etat.

Article 12. 1. Pour déterminer, s'il y a lieu, le montant des contributions annuelles dues par chaque personne visée à l'article 10, l'Assemblée établit pour chaque année civile, en tenant compte de la nécessité d'avoir suffisamment de liquidités, une estimation présentée sous forme de budget comme suit :

i) Dépenses

- a) Frais et dépenses prévus pour l'administration du Fonds au cours de l'année considérée et pour la couverture de tout déficit résultant des opérations des années précédentes.
- b) Versements que le Fonds devra vraisemblablement effectuer au cours de l'année considérée pour régler les indemnités dues en application des articles 4 et 5, dans la mesure où le montant total des sommes versées, y compris le remboursement des emprunts contractés antérieurement par le Fonds pour s'acquitter de ses obligations, ne dépasse pas 15 millions de francs par événement.
- c) Versements que le Fonds devra vraisemblablement effectuer au cours de l'année considérée pour régler les sommes dues en application des articles 4 et 5, y compris le remboursement des prêts contractés antérieurement par le Fonds pour s'acquitter de ses obligations, dans la mesure où le montant total des indemnités dépasse 15 millions de francs par événement.

ii) Revenus

- a) Excédent résultant des opérations des années précédentes, y compris les intérêts qui pourraient être perçus.
- b) Contributions initiales dues dans le courant de l'année.
- c) Contributions annuelles qui pourront être nécessaires pour équilibrer le budget.
- d) Tous autres revenus.

2. Le montant de la contribution annuelle est fixé par l'Assemblée pour chaque personne visée à l'article 10. Ce montant est calculé en ce qui concerne chacun des Etats contractants :

- a) Dans la mesure où la contribution est destinée à régler les sommes visées au paragraphe 1, i, alinéas *a* et *b*, sur la base d'une somme fixe par tonne d'hydrocarbures donnant lieu à contribution et reçue dans un Etat contractant par cette personne pendant l'année civile précédente, et
- b) Dans la mesure où la contribution est destinée à régler les sommes visées au paragraphe 1, i, alinéa *c*, du présent article, sur la base d'une somme fixe par tonne d'hydrocarbures donnant lieu à contribution et reçues par cette personne au cours de l'année civile précédant celle où s'est produit l'événement considéré, si cet Etat est partie à la Convention à la date à laquelle est survenu l'événement.

3. Les sommes mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus sont calculées en divisant le total des contributions à verser par le total des quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues, au cours de l'année considérée, dans l'ensemble des Etats contractants.

4. L'Assemblée arrête le pourcentage de la contribution annuelle qui est payable immédiatement en espèces ainsi que la date de versement. Le reste est payable sur avis de l'Administrateur.

5. Dans les cas et conditions qui seront fixés par le règlement intérieur, l'Administrateur du Fonds est autorisé à demander à un contribuable de produire une garantie financière pour les sommes dont il est débiteur.

6. Toute demande de versement au titre du paragraphe 4 est formulée auprès de chaque contribuable dont la contribution est déterminée au marc le franc en fonction de la somme totale à recueillir.

Article 13. 1. Le montant de toute contribution arriérée visée à l'article 12 est accru d'un intérêt dont le taux est fixé pour chaque année civile par l'Assemblée, étant entendu que différents taux peuvent être fixés selon les circonstances.

2. Chaque Etat contractant veille à prendre des dispositions pour qu'il soit satisfait à l'obligation de contribuer au Fonds, conformément aux dispositions de la présente Convention, pour les hydrocarbures reçus sur le territoire de cet Etat; il prend toutes mesures législatives appropriées, y compris les sanctions qu'il juge nécessaires, pour que cette obligation soit efficacement remplie, sous réserve toutefois que ces mesures ne visent que les personnes qui sont tenues de contribuer au Fonds.

3. Si une personne qui est tenue, en vertu des dispositions des articles 10 et 11, de verser des contributions, ne remplit pas ses obligations en ce qui concerne la totalité ou une partie de cette contribution et que le retard apporté au paiement excède trois mois, l'Administrateur prendra, au nom du Fonds, toutes mesures appropriées à l'égard de cette personne en vue d'obtenir le recouvrement des sommes dues. Toutefois, si le contribuable défaillant est manifestement insolvable ou si les circonstances le justifient, l'Assemblée peut, sur la recommandation de l'Administrateur, décider de renoncer à toute action contre le contribuable.

Article 14. 1. Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ainsi qu'à tout moment ultérieur, déclarer qu'il assume lui-même les obligations qui incombent, aux termes de la présente Convention, à toute personne tenue de contribuer au Fonds, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, pour les hydrocarbures qu'elle a reçus sur le territoire de cet Etat. Une telle déclaration est faite par écrit et doit préciser les obligations qui sont assumées.

2. Si la déclaration visée au paragraphe 1 est faite avant l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 40, elle est adressée au Secrétaire général de l'Organisation qui la communique à l'Administrateur après l'entrée en vigueur de la Convention.

3. Toute déclaration faite, conformément au paragraphe 1, après l'entrée en vigueur de la présente Convention est adressée à l'Administrateur.

4. Tout Etat qui a fait la déclaration visée par les dispositions du présent article peut la retirer sous réserve d'adresser une notification écrite à l'Administrateur. La notification prend effet trois mois après sa date de réception.

5. Tout Etat lié par une déclaration faite conformément au présent article est tenu, dans toute procédure judiciaire intentée devant un tribunal compétent et relative au respect de l'obligation définie dans cette déclaration, de renoncer à l'immunité de juridiction qu'il aurait pu invoquer.

Article 15. 1. Chaque Etat contractant s'assure que toute personne qui reçoit, sur son territoire, des hydrocarbures donnant lieu à contribution en quantités

telles qu'elle est tenue de contribuer au Fonds figure sur une liste établie et tenue à jour par l'Administrateur conformément aux dispositions suivantes.

2. Aux fins prévues au paragraphe 1, tout Etat contractant communique par écrit à l'Administrateur, à une date qui sera fixée dans le règlement intérieur, le nom et l'adresse de toute personne qui est tenue, en ce qui concerne cet Etat, de contribuer au Fonds conformément à l'article 10, ainsi que des indications sur les quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues par cette personne au cours de l'année civile précédente.

3. La liste fait foi jusqu'à preuve contraire pour établir quelles sont, à un moment donné, les personnes tenues, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, de contribuer au Fonds et pour déterminer, s'il y a lieu, les quantités d'hydrocarbures sur la base desquelles est fixé le montant de la contribution de chacune de ces personnes.

ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 16. Le Fonds comprend une Assemblée, un Secrétariat dirigé par un Administrateur et, conformément aux dispositions de l'article 21, un Comité exécutif.

ASSEMBLÉE

Article 17. L'Assemblée se compose de tous les Etats contractants.

Article 18. Sous réserve des dispositions de l'article 26, l'Assemblée a pour fonctions :

1. D'élire, à chaque session ordinaire, un président et deux vice-présidents qui restent en fonctions jusqu'à la session ordinaire suivante;
2. D'établir son propre règlement intérieur, pour ce qui n'aura pas été expressément prévu par la présente Convention;
3. D'adopter le règlement intérieur du Fonds nécessaire à son bon fonctionnement;
4. De nommer l'Administrateur, d'édicter des règles en vue de la nomination des autres membres du personnel nécessaires et de fixer les conditions d'emploi de l'Administrateur et des autres membres du personnel;
5. D'adopter le budget annuel et de fixer les contributions annuelles;
6. De nommer les commissaires aux comptes et d'approuver les comptes du Fonds;
7. D'approuver le règlement des demandes d'indemnisation adressées au Fonds, de se prononcer sur la répartition entre les demandeurs du montant disponible au titre de la réparation des dommages conformément à l'article 4, paragraphe 5, et de fixer les conditions dans lesquelles peuvent être effectués des versements provisoires afin que les victimes de dommages par pollution soient indemnisées le plus rapidement possible;
8. D'élire, parmi les membres de l'Assemblée, ceux qui feront partie du Comité exécutif, conformément aux articles 21, 22 et 23;
9. D'instituer tous organes subsidiaires, permanents ou temporaires, qu'elle juge nécessaires;

10. De déterminer parmi les Etats qui ne sont pas parties à la Convention et parmi les organisations intergouvernementales ou internationales non gouvernementales ceux qui seront autorisés à participer, sans droit de vote, aux sessions de l'Assemblée, du Comité exécutif et des organes subsidiaires;
11. De donner à l'Administrateur, au Comité exécutif et aux organes subsidiaires toutes instructions relatives à la gestion du Fonds;
12. D'approuver les rapports et de contrôler les activités du Comité exécutif;
13. De veiller à la bonne application des dispositions de la Convention et de ses propres décisions;
14. De s'acquitter de toute autre fonction qui est de sa compétence aux termes de la présente Convention ou qui est nécessaire au bon fonctionnement du Fonds.

Article 19. 1. L'Assemblée se réunit en session ordinaire, chaque année civile, sur convocation de l'Administrateur. Toutefois, si l'Assemblée a délégué au Comité exécutif les fonctions prévues à l'article 18, paragraphe 5, elle ne tiendra de session ordinaire que tous les deux ans.

2. L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation de l'Administrateur à la demande du Comité exécutif ou d'un tiers au moins des membres de l'Assemblée. Elle peut également être convoquée à l'initiative de l'Administrateur, après consultation du Président de l'Assemblée. Les membres sont informés de ces sessions par l'Administrateur au moins trente jours à l'avance.

Article 20. La majorité des membres de l'Assemblée constitue le quorum requis pour ses réunions.

COMITÉ EXÉCUTIF

Article 21. Le Comité exécutif doit être constitué lors de la première session ordinaire de l'Assemblée qui suit la date à laquelle quinze Etats sont parties à la présente Convention.

Article 22. 1. Le Comité exécutif se compose d'un tiers des membres de l'Assemblée, ce chiffre ne devant toutefois pas être inférieur à sept ni supérieur à quinze. Lorsque le nombre des membres de l'Assemblée n'est pas divisible par trois, le tiers est calculé en prenant le chiffre immédiatement supérieur divisible par trois.

2. Lors de l'élection des membres du Comité exécutif, l'Assemblée :

- a) Veille à assurer une répartition géographique équitable des sièges du Comité sur la base d'une représentation satisfaisante des Etats parties à la Convention qui sont particulièrement exposés aux risques de pollution par les hydrocarbures et des Etats parties à la Convention qui possèdent d'importantes flottes de navires pétroliers;
- b) Élit la moitié des membres du Comité ou, si le total des membres à élire est un nombre impair, un nombre équivalant à la moitié du nombre total des membres moins un parmi les Etats parties à la Convention sur le territoire desquels ont été reçues, au cours de l'année civile précédente, les plus grandes quantités d'hydrocarbures devant être prises en considération aux termes de l'article 10. Toutefois, le nombre des Etats éligibles aux termes du présent alinéa est limité de la manière indiquée dans le tableau ci-dessous :

<i>Nombre total des membres du Comité</i>	<i>Nombre d'Etats éligibles en vertu de l'alinéa b</i>	<i>Nombre d'Etats à élire en vertu de l'alinéa b</i>
7	5	3
8	6	4
9	6	4
10	8	5
11	8	5
12	9	6
13	9	6
14	11	7
15	11	7

3. Un membre de l'Assemblée qui est éligible mais n'est pas élu en vertu des dispositions de l'alinéa *b* ne sera pas éligible aux autres sièges du Comité exécutif.

Article 23. 1. Les membres du Comité exécutif restent en fonctions jusqu'à la clôture de la session ordinaire suivante de l'Assemblée.

2. Aucun Etat membre de l'Assemblée ne peut être élu au Comité exécutif pour plus de deux mandats consécutifs, si ce n'est pour satisfaire aux dispositions de l'article 22.

Article 24. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par année civile, après un préavis de trente jours, sur convocation de l'Administrateur qui agit de sa propre initiative ou à la demande du Président ou d'un tiers au moins de ses membres. Il se réunit à tout endroit qu'il juge approprié.

Article 25. Deux tiers au moins des membres du Comité exécutif constituent le quorum requis pour ses réunions.

Article 26. 1. Le Comité exécutif a pour fonctions :

- a) D'élire son Président et d'adopter son propre règlement intérieur, pour les matières qui ne font pas l'objet des dispositions expresses de la Convention, et
- b) D'assumer et d'exercer aux lieu et place de l'Assemblée les fonctions suivantes :
 - i) Edicter des règles en vue de la nomination du personnel nécessaire, autre que l'Administrateur, et fixer les conditions d'emploi de ce personnel;
 - ii) Approuver le règlement des demandes d'indemnisation présentées au Fonds et prendre à cet effet toutes autres mesures nécessaires prévues à l'article 18, paragraphe 7;
 - iii) Donner à l'Administrateur toutes instructions relatives à l'administration du Fonds et veiller à la bonne application par l'Administrateur de la Convention, des décisions de l'Assemblée et des propres décisions du Comité;
- c) De s'acquitter de toute autre fonction qui lui est confiée par l'Assemblée.

2. Le Comité exécutif établit et publie chaque année un rapport sur les activités du Fonds au cours de l'année civile précédente.

Article 27. Les membres de l'Assemblée qui ne sont pas membres du Comité exécutif ont le droit d'assister aux réunions de celui-ci en qualité d'observateurs.

SECRETARIAT

Article 28. 1. Le Secrétariat comprend l'Administrateur et le personnel qui est nécessaire à l'administration du Fonds.

2. L'Administrateur est le représentant légal du Fonds.

Article 29. 1. L'Administrateur est le plus haut fonctionnaire du Fonds. Sous réserve des instructions qui lui sont données par l'Assemblée et par le Comité exécutif, il s'acquitte des fonctions qui lui sont dévolues aux termes de la présente Convention et du règlement intérieur et de celles qui lui sont attribuées par l'Assemblée et par le Comité exécutif.

2. Il lui incombe notamment :

- a) De nommer le personnel nécessaire à l'administration;
- b) De prendre toute mesure utile à la bonne gestion des actifs du Fonds;
- c) De recouvrer les contributions dues en vertu de la présente Convention, en observant notamment les dispositions de l'article 13, paragraphe 3;
- d) De faire appel aux services d'experts juridiques, financiers ou autres, dans la mesure où leur assistance est nécessaire au règlement des demandes introduites contre le Fonds ou à l'exercice d'autres fonctions de celui-ci;
- e) De prendre toutes mesures en vue du règlement des demandes d'indemnisation présentées au Fonds, dans les limites et conditions fixées par le règlement intérieur, y compris le règlement final des demandes d'indemnisation sans l'approbation préalable de l'Assemblée ou du Comité exécutif, si le règlement intérieur en dispose ainsi;
- f) D'établir et de présenter à l'Assemblée ou au Comité exécutif, suivant le cas, les états financiers et les prévisions budgétaires pour chaque année civile;
- g) D'assister le Comité exécutif dans la préparation du rapport visé au paragraphe 2 de l'article 26;
- h) D'élaborer, rassembler et diffuser les notes, documents, ordres du jour, comptes rendus et renseignements requis pour les travaux de l'Assemblée, du Comité exécutif et des organes subsidiaires.

Article 30. Dans l'exercice de leurs devoirs, l'Administrateur ainsi que le personnel nommé et les experts désignés par lui ne sollicitent ou n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère au Fonds. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque Etat contractant s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions de l'Administrateur ainsi que du personnel nommé et des experts désignés par celui-ci et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

FINANCES

Article 31. 1. Chaque Etat partie à la Convention prend à sa charge les rémunérations, frais de déplacement et autres dépenses de sa délégation à l'Assemblée et de ses représentants au Comité exécutif et dans les organes subsidiaires.

2. Toute autre dépense engagée pour le fonctionnement du Fonds est à la charge de ce dernier.

VOTE

Article 32. Le vote à l'Assemblée et au Comité exécutif est régi par les dispositions suivantes :

- a) Chaque membre dispose d'une voix;
- b) Sauf dispositions contraires de l'article 33, les décisions de l'Assemblée et du Comité exécutif sont prises à la majorité des membres présents et votants;
- c) Lorsqu'une majorité des trois quarts ou des deux tiers est requise, à la majorité des trois quarts ou des deux tiers des membres présents;
- d) Aux fins du présent article, l'expression «membres présents» signifie «membres présents à la séance au moment du vote». Le membre de phrase «membres présents et votants» désigne les «membres présents et exprimant un vote affirmatif ou négatif». Les membres qui s'abstiennent sont considérés comme ne votant pas.

Article 33. 1. Les décisions suivantes de l'Assemblée exigent une majorité des trois quarts :

- a) L'augmentation du montant maximal de l'indemnisation à la charge du Fonds, conformément aux dispositions de l'article 4, paragraphe 6;
- b) Toute décision prise conformément aux dispositions de l'article 5, paragraphe 4, relative au remplacement des instruments mentionnés dans le paragraphe en question;
- c) L'attribution au Comité exécutif des fonctions prévues à l'article 18, paragraphe 5.

2. Les décisions suivantes de l'Assemblée exigent une majorité des deux tiers :

- a) Toute décision, prise conformément aux dispositions de l'article 13, paragraphe 3, de renoncer à une action en justice contre un contribuable;
- b) La nomination de l'Administrateur conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 4;
- c) La création d'organes subsidiaires conformément à l'article 18, paragraphe 9.

Article 34. 1. Le Fonds, ses avoirs, revenus, y compris les contributions et autres biens, sont exonérés de tout impôt direct dans tous les Etats contractants.

2. Lorsque le Fonds effectue des achats importants de biens mobiliers ou immobiliers ou fait exécuter des prestations de services importantes, nécessaires à l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits indirects ou des taxes à la vente, les gouvernements des Etats membres prennent, chaque fois qu'ils le peuvent, des dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

3. Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique.

4. Le Fonds est exonéré de tous droits de douane, taxes et autres impôts connexes à l'égard des objets importés ou exportés par lui ou en son nom pour son usage officiel. Les objets ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

5. Les personnes qui contribuent au Fonds aussi bien que les victimes et propriétaires de navires qui reçoivent des versements du Fonds restent soumis à la

législation fiscale de l'Etat où ils sont imposables, sans que la présente Convention ne leur confère d'exemption ni d'autre avantage fiscal.

6. Les renseignements concernant chaque contribuable fournis aux fins de la présente Convention ne sont pas divulgués en dehors du Fonds, sauf si cela est absolument nécessaire pour permettre au Fonds de s'acquitter de ses fonctions, notamment en tant que demandeur ou défendeur dans une action en justice.

7. Quelle que soit leur réglementation actuelle ou future en matière de contrôle des changes ou de transferts de capitaux, les Etats contractants autorisent, sans aucune restriction, les transferts et versements des contributions au Fonds ainsi que des indemnités payées par le Fonds.

[DISPOSITIONS TRANSITOIRES¹]

Article 35. 1. Le Fonds n'est tenu à aucune obligation en vertu des articles 4 à 5 pour des événements qui se produisent dans un délai de cent vingt jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Les demandes d'indemnisation visées à l'article 4 et les demandes de prise en charge financière visées à l'article 5 qui découlent d'événements survenus plus de cent vingt jours et, au plus tard deux cent quarante jours, après l'entrée en vigueur de la présente Convention ne peuvent être présentées au Fonds avant l'expiration d'un délai de deux cent quarante jours à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 36. Le Secrétaire général de l'Organisation convoque l'Assemblée pour sa première session. Cette session se tient dès que possible après l'entrée en vigueur de la Convention et, en tout cas, dans un délai de trente jours à compter de la date de cette entrée en vigueur.

CLAUSES FINALES

Article 37. 1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui ont signé la Convention sur la responsabilité ou qui y adhèrent et à tous les Etats représentés à la Conférence de 1971 sur la création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. La Convention reste ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1972.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, la présente Convention est ratifiée, acceptée ou approuvée par les Etats qui l'ont signée.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les Etats qui n'ont pas signé la présente Convention peuvent y adhérer.

4. Seuls les Etats qui ont ratifié, accepté ou approuvé la Convention sur la responsabilité ou qui y ont adhéré peuvent ratifier, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer.

Article 38. 1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention à

¹ Le texte entre crochets figure seulement dans la version authentique anglaise.

l'égard de tous les Etats contractants à la Convention ou après l'accomplissement de toutes les mesures requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'égard desdits Etats, est réputé s'appliquer à la Convention modifiée par l'amendement.

Article 39. Avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat doit, lors du dépôt d'un instrument visé à l'article 38, paragraphe 1, et ultérieurement chaque année à une date désignée par le Secrétaire général de l'Organisation, communiquer au Secrétaire général de l'Organisation le nom et l'adresse des personnes qui, pour cet Etat, seraient tenues de contribuer au Fonds, en application de l'article 10, ainsi que les renseignements sur les quantités d'hydrocarbures donnant lieu à contribution qui ont été reçues sur le territoire de cet Etat par ces personnes au cours de l'année civile précédente.

Article 40. 1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date à laquelle les conditions suivantes sont remplies :

- a) Au moins huit Etats ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation, et
- b) Le Secrétaire général de l'Organisation a été informé, conformément à l'article 39, que les personnes qui seraient tenues, dans ces Etats, de contribuer au Fonds en application de l'article 10 ont reçu, au cours de l'année civile précédente, au moins 750 millions de tonnes d'hydrocarbures donnant lieu à contribution.

2. Toutefois, la présente Convention ne peut entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Convention sur la responsabilité.

3. Pour chacun des Etats qui ratifient, acceptent, approuvent la Convention ou y adhèrent ultérieurement, elle entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cet Etat de l'instrument approprié.

Article 41. 1. La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats contractants à tout moment à compter de la date à laquelle la Convention entre en vigueur à l'égard de cet Etat.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date de dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.

4. Toute dénonciation de la Convention sur la responsabilité civile constitue une dénonciation de la présente Convention. Elle prend effet à la date à laquelle la dénonciation de la Convention sur la responsabilité civile prend elle-même effet conformément au paragraphe 3 de l'article XVI de cette dernière Convention.

5. Nonobstant toute dénonciation faite par un Etat contractant conformément au présent article, les dispositions de la présente Convention sur l'obligation de verser une contribution en vertu de l'article 10 pour un événement survenu dans les conditions prévues à l'article 12, paragraphe 2, *b*, avant que la dénonciation ne prenne effet, continuent de s'appliquer.

Article 42. 1. Tout Etat contractant peut, dans un délai de quatre-vingt-dix jours après le dépôt d'un instrument de dénonciation qui entraînera, à son avis, une augmentation considérable du niveau des contributions des autres Etats contrac-

tants, demander à l'Administrateur de convoquer l'Assemblée en session extraordinaire. L'Administrateur convoque l'Assemblée dans un délai de soixante jours après la réception de la demande.

2. L'Administrateur peut, de sa propre initiative, convoquer l'Assemblée en session extraordinaire dans un délai de soixante jours après le dépôt d'un instrument de dénonciation s'il considère que cette dénonciation entraînera, à son avis, une augmentation considérable du niveau des contributions des autres Etats contractants.

3. Si au cours d'une session extraordinaire tenue conformément au paragraphe 1 ou 2, l'Assemblée décide que la dénonciation entraînera une augmentation considérable du niveau des contributions pour les autres Etats contractants, chacun de ces Etats peut, au plus tard cent vingt jours avant la date à laquelle la dénonciation prend effet, dénoncer la présente Convention. Cette dénonciation prend effet à la même date.

Article 43. 1. La présente Convention cesse d'être en vigueur lorsque le nombre des Etats contractants devient inférieur à trois.

2. Les Etats contractants qui sont liés par la présente Convention la veille du jour où elle cesse d'être en vigueur prennent toutes les mesures nécessaires pour que le Fonds puisse exercer les fonctions prévues à l'article 44 et, pour ces fins seulement, restent liés par la présente Convention.

Article 44. 1. Au cas où la présente Convention cesserait d'être en vigueur, le Fonds :

- a) Devra assumer ses obligations relatives à tout événement survenu avant que la Convention ait cessé d'être en vigueur;
- b) Pourra exercer ses droits en matière de recouvrement des contributions dans la mesure où ces dernières sont nécessaires pour lui permettre de remplir les obligations visées à l'alinéa a, y compris les frais d'administration qu'il devra engager à cet effet.

2. L'Assemblée prendra toute mesure nécessaire en vue de la liquidation du Fonds, y compris la distribution équitable des sommes et biens demeurant à l'actif du Fonds, entre les personnes ayant versé des contributions.

3. Aux fins du présent article, le Fonds demeure une personne juridique.

Article 45. 1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou d'amender la présente Convention.

2. L'Organisation convoque une conférence des Etats contractants ayant pour objet de réviser ou d'amender la présente Convention à la demande du tiers au moins des Etats contractants à cette Convention.

Article 46. 1. La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation :

- a) Informe tous les Etats qui ont signé la Convention ou y ont adhéré :
 - i) De toute signature nouvelle ou dépôt d'instrument nouveau et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;
 - ii) De la date d'entrée en vigueur de la Convention;

- iii) De toute dénonciation de la Convention et de la date à laquelle cette dénonciation prend effet;
- b) Transmet des copies conformes de la présente Convention à tous les Etats signataires de cette Convention et à tous les Etats qui y adhèrent.

Article 47. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation en transmet une copie conforme au Secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 48. La présente Convention est établie en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi. Le Secrétariat de l'Organisation en fait préparer des traductions officielles en langues russe et espagnole qui sont déposées avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le dix-huit décembre mil neuf cent soixante et onze.

For the Government of the Arab Republic of Egypt
Pour le Gouvernement de la République arabe d'Égypte

For the Government of the Kingdom of Afghanistan
Pour le Gouvernement du Royaume d'Afghanistan

For the Government of the People's Republic of Albania
Pour le Gouvernement de la République populaire d'Albanie

For the Government of the Democratic and Popular Republic of Algeria
Pour le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire

Sous réserve de ratification¹
[M. AIT CHAALAL]²

For the Government of the Argentine Republic
Pour le Gouvernement de la République Argentine

For the Government of the Commonwealth of Australia
Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie

For the Government of the Republic of Austria
Pour le Gouvernement de la République d'Autriche

For the Government of Bahrain
Pour le Gouvernement de Bahreïn

For the Government of Barbados
Pour le Gouvernement de la Barbade

For the Government of the Kingdom of Belgium
Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

[A. LILAR]

¹ Subject to ratification.

² Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

For the Government of Bhutan
Pour le Gouvernement du Bhoutan

For the Government of the Republic of Bolivia
Pour le Gouvernement de la République de Bolivie

For the Government of the Republic of Botswana
Pour le Gouvernement de la République du Botswana

For the Government of the Federative Republic of Brazil
Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil
[G. E. DO NASCIMENTO E SILVA]

For the Government of the People's Republic of Bulgaria
Pour le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie

For the Government of the Union of Burma
Pour le Gouvernement de l'Union birmane

For the Government of the Republic of Burundi
Pour le Gouvernement de la République du Burundi

For the Government of the Byelorussian Soviet Socialist Republic
Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie

For the Government of the Federal Republic of Cameroon
Pour le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun

For the Government of Canada
Pour le Gouvernement du Canada

For the Government of the Central African Republic
Pour le Gouvernement de la République centrafricaine

For the Government of Ceylon
Pour le Gouvernement de Ceylan

For the Government of the Republic of Chad
Pour le Gouvernement de la République du Tchad

For the Government of the Republic of Chile
Pour le Gouvernement de la République du Chili

For the Government of the People's Republic of China
Pour le Gouvernement de la République populaire de Chine

For the Government of the Republic of China
Pour le Gouvernement de la République de Chine

For the Government of the Republic of Colombia
Pour le Gouvernement de la République de Colombie

For the Government of the People's Republic of the Congo
Pour le Gouvernement de la République populaire du Congo

For the Government of the Republic of Costa Rica
Pour le Gouvernement de la République du Costa Rica

For the Government of the Republic of Cuba
Pour le Gouvernement de la République de Cuba

For the Government of the Republic of Cyprus
Pour le Gouvernement de la République de Chypre

For the Government of the Czechoslovak Socialist Republic
Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque

For the Government of the Republic of Dahomey
Pour le Gouvernement de la République du Dahomey

For the Government of the Kingdom of Denmark
Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark

For the Government of the Dominican Republic
Pour le Gouvernement de la République Dominicaine

For the Government of the Republic of Ecuador
Pour le Gouvernement de la République de l'Équateur

For the Government of the Republic of El Salvador
Pour le Gouvernement de la République d'El Salvador

For the Government of the Republic of Equatorial Guinea
Pour le Gouvernement de la République de la Guinée équatoriale

For the Government of the Empire of Ethiopia
Pour le Gouvernement de l'Empire d'Éthiopie

For the Government of the Federal Republic of Germany
Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Subject to ratification¹
[RUPPRECHT VON KELLER]
[RUDOLF FRANTA]

For the Government of the Republic of Finland²
Pour le Gouvernement de la République de Finlande³

For the Government of Fiji
Pour le Gouvernement des Fidji

For the Government of the French Republic
Pour le Gouvernement de la République française

For the Government of the Gabonese Republic
Pour le Gouvernement de la République gabonaise

¹ Sous réserve de ratification.

² Signature affixed by Otso Wartiovaara on 28 November 1972, subject to ratification.

³ Signature apposée par Otso Wartiovaara le 28 novembre 1972, sous réserve de ratification.

For the Government of the Republic of the Gambia
Pour le Gouvernement de la République de Gambie

For the Government of the Republic of Ghana
Pour le Gouvernement de la République du Ghana

Subject to ratification¹
[Y. K. QUARTEY]

For the Government of the Kingdom of Greece
Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce

For the Government of the Republic of Guatemala
Pour le Gouvernement de la République du Guatemala

For the Government of the Republic of Guinea
Pour le Gouvernement de la République de Guinée

For the Government of the Republic of Guyana
Pour le Gouvernement de la République de Guyane

For the Government of the Republic of Haiti
Pour le Gouvernement de la République d'Haïti

For the Government of the Holy See
Pour le Gouvernement du Saint-Siège

For the Government of the Republic of Honduras
Pour le Gouvernement de la République du Honduras

For the Government of the Hungarian People's Republic
Pour le Gouvernement de la République populaire hongroise

For the Government of the Republic of Iceland
Pour le Gouvernement de la République d'Islande

¹ Sous réserve de ratification.

For the Government of the Republic of India
Pour le Gouvernement de la République de l'Inde

For the Government of the Republic of Indonesia
Pour le Gouvernement de la République d'Indonésie

For the Government of the Empire of Iran
Pour le Gouvernement de l'Empire d'Iran

For the Government of the Republic of Iraq
Pour le Gouvernement de la République d'Irak

For the Government of Ireland¹
Pour le Gouvernement de l'Irlande²

For the Government of the State of Israel
Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël

For the Government of the Italian Republic
Pour le Gouvernement de la République italienne

For the Government of the Republic of the Ivory Coast
Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire

For the Government of Jamaica
Pour le Gouvernement de la Jamaïque

For the Government of Japan³
Pour le Gouvernement du Japon⁴

For the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan
Pour le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie

¹ Signature affixed by Donal O'Sullivan on 21 December 1972, subject to ratification.

² Signature apposée par Donal O'Sullivan le 21 décembre 1972, sous réserve de ratification.

³ Signature affixed by Haruki Mori on 28 December 1972, subject to ratification.

⁴ Signature apposée par Haruki Mori le 28 décembre 1972, sous réserve de ratification.

For the Government of the Republic of Kenya
Pour le Gouvernement de la République du Kenya

For the Government of the Khmer Republic
Pour le Gouvernement de la République khmère

For the Government of the Republic of Korea
Pour le Gouvernement de la République de Corée

For the Government of the State of Kuwait
Pour le Gouvernement de l'Etat du Koweït

For the Government of the Kingdom of Laos
Pour le Gouvernement du Royaume du Laos

For the Government of the Lebanese Republic
Pour le Gouvernement de la République libanaise

For the Government of the Kingdom of Lesotho
Pour le Gouvernement du Royaume du Lesotho

For the Government of the Republic of Liberia
Pour le Gouvernement de la République du Libéria

For the Government of the Libyan Arab Republic
Pour le Gouvernement de la République arabe libyenne

For the Government of the Principality of Liechtenstein
Pour le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg
Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

For the Government of the Malagasy Republic
Pour le Gouvernement de la République malgache

For the Government of the Republic of Malawi
Pour le Gouvernement de la République du Malawi

For the Government of Malaysia
Pour le Gouvernement de la Malaisie

For the Government of the Republic of Maldives
Pour le Gouvernement de la République des Maldives

For the Government of the Republic of Mali
Pour le Gouvernement de la République du Mali

For the Government of Malta
Pour le Gouvernement de Malte

For the Government of the Islamic Republic of Mauritania
Pour le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie

For the Government of Mauritius
Pour le Gouvernement de Maurice

For the Government of the United Mexican States
Pour le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique

For the Government of the Principality of Monaco
Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco

For the Government of the Mongolian People's Republic
Pour le Gouvernement de la République populaire mongole

For the Government of the Kingdom of Morocco
Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc

For the Government of the Republic of Nauru
Pour le Gouvernement de la République de Nauru

For the Government of the Kingdom of Nepal
Pour le Gouvernement du Royaume du Népal

For the Government of the Kingdom of the Netherlands¹
Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas²

For the Government of New Zealand
Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande

For the Government of the Republic of Nicaragua
Pour le Gouvernement de la République du Nicaragua

For the Government of the Republic of the Niger
Pour le Gouvernement de la République du Nigér

For the Government of the Federal Republic of Nigeria
Pour le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria

For the Government of the Kingdom of Norway³
Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège⁴

For the Government of Oman
Pour le Gouvernement d'Oman

For the Government of Pakistan
Pour le Gouvernement du Pakistan

For the Government of the Republic of Panama
Pour le Gouvernement de la République du Panama

For the Government of the Republic of Paraguay
Pour le Gouvernement de la République du Paraguay

¹ Signature affixed by J. L. R. Huydecoper on 22 December 1972.

² Signature apposée par J. L. R. Huydecoper le 22 décembre 1972.

³ Signature affixed by Paul Koht on 21 December 1972.

⁴ Signature apposée par Paul Koht le 21 décembre 1972.

For the Government of the Republic of Peru
Pour le Gouvernement de la République du Pérou

For the Government of the Republic of the Philippines
Pour le Gouvernement de la République des Philippines

For the Government of the Polish People's Republic
Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne

Subject to ratification¹
[R. PIETRASZEK]

For the Government of the Portuguese Republic
Pour le Gouvernement de la République portugaise

Sous réserve de ratification²
[CARLOS MANUEL SEQUEIRA BRAGA PIMENTEL]

For the Government of Qatar
Pour le Gouvernement du Qatar

For the Government of the Socialist Republic of Romania
Pour le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie

For the Government of the Rwandese Republic
Pour le Gouvernement de la République rwandaise

For the Government of the Republic of San Marino
Pour le Gouvernement de la République de Saint-Marin

For the Government of the Kingdom of Saudi Arabia
Pour le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite

For the Government of the Republic of Senegal
Pour le Gouvernement de la République du Sénégal

¹ Sous réserve de ratification.

² Subject to ratification.

For the Government of the Republic of Sierra Leone
Pour le Gouvernement de la République de Sierra Leone

For the Government of the Republic of Singapore
Pour le Gouvernement de la République de Singapour

For the Government of the Somali Democratic Republic
Pour le Gouvernement de la République démocratique somalie

For the Government of the Republic of South Africa
Pour le Gouvernement de la République sud-africaine

For the Government of the People's Democratic Republic of Yemen
Pour le Gouvernement de la République démocratique populaire du Yémen

For the Government of the Spanish State
Pour le Gouvernement de l'Etat espagnol

For the Government of the Democratic Republic of the Sudan
Pour le Gouvernement de la République démocratique du Soudan

For the Government of the Kingdom of Swaziland
Pour le Gouvernement du Royaume du Souaziland

For the Government of the Kingdom of Sweden
Pour le Gouvernement du Royaume de Suède

[ULF K. NORDENSON]
Subject to ratification¹

For the Government of the Swiss Confederation
Pour le Gouvernement de la Confédération suisse

Sous réserve de ratification²
[W. MÜLLER]

¹ Sous réserve de ratification.

² Subject to ratification.

For the Government of the Syrian Arab Republic
Pour le Gouvernement de la République arabe syrienne

For the Government of the United Republic of Tanzania
Pour le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie

For the Government of the Kingdom of Thailand
Pour le Gouvernement du Royaume de Thaïlande

For the Government of the Togolese Republic
Pour le Gouvernement de la République togolaise

For the Government of Trinidad and Tobago
Pour le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago

For the Government of the Republic of Tunisia
Pour le Gouvernement de la République tunisienne

For the Government of the Republic of Turkey
Pour le Gouvernement de la République turque

For the Government of the Republic of Uganda
Pour le Gouvernement de la République de l'Ouganda

For the Government of the Ukrainian Soviet Socialist Republic
Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine

For the Government of the Union of Soviet Socialist Republics
Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[G. R. W. BRIGSTOCKE]
Subject to ratification¹

¹ Sous réserve de ratification.

For the Government of the United States of America
Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

Subject to ratification¹
[ALDEN LOWELL DOUD]
[EUGENE A. MASSEY]

For the Government of the Republic of the Upper Volta
Pour le Gouvernement de la République de Haute-Volta

For the Government of the Eastern Republic of Uruguay
Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay

For the Government of the Republic of Venezuela
Pour le Gouvernement de la République du Venezuela

For the Government of the Republic of Viet-Nam
Pour le Gouvernement de la République du Viet-Nam

For the Government of the Independent State of Western Samoa
Pour le Gouvernement de l'Etat indépendant du Samoa-Occidental

For the Government of the Yemen Arab Republic
Pour le Gouvernement de la République arabe du Yémen

For the Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia
Pour le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie

[VLADISLAV BRAJKOVIĆ]
Sous réserve de ratification²

For the Government of the Republic of Zaïre
Pour le Gouvernement de la République du Zaïre

For the Government of the Republic of Zambia
Pour le Gouvernement de la République de Zambie

¹ Sous réserve de ratification.

² Subject to ratification.

DECLARATION MADE
UPON ACCESSIONDÉCLARATION FAITE
LORS DE L'ADHÉSION

SYRIAN ARAB REPUBLIC

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

“ انضمام الجمهورية العربية السورية الى هذه الاتفاقية وقيام
حكومتها لها لا يحوى بأي حال معنى الاعتراف بإسرائيل ولا يؤدى الى
الدخول معها في معاملات ما تنظمه احكامها . ”

[TRANSLATION]¹[TRADUCTION]¹

The accession of the Syrian Arab Republic to this Convention in no way implies recognition of Israel and does not involve the establishment of any relations with Israel arising from the provisions of this Convention.

L'adhésion de la République arabe syrienne à cette Convention n'implique en aucun cas la reconnaissance d'Israël et n'entraîne l'établissement avec lui d'aucun rapport découlant de ses dispositions.

¹ Translation supplied by the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization.

¹ Traduction fournie par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.